

---

## *Portrait d'un dictateur* de Vincent Placolý: un éclairage sur l'année 1974 en Martinique

Julie Monrapha

Vincent Placolý is a Martinican writer, politician and playwright of the 20<sup>th</sup> Century. He always defended the working class against the bourgeoisie, which he considered as neocolonialist and responsible for the poorness of Martinican citizens in the Seventies. In his pamphlet *Portrait of a dictator* (1974) Placolý and his friends of the Groupe Révolution Socialiste (GRS) stand against the political actions of the mayor of Le Marigot, Michel Renard, sketched as a violent and unfair man, but tolerated by the government which chose this mayor against Aimé Césaire for the deputies elections in 1978. What it is more significant is that the government is accused of maintaining the working class in humble conditions in order to avoid arguments and syndicalist revendications. This text thus reflects on the fights of the year 1974 and, from a broader perspective, the fights which have taken place since the departmentalization.

Keywords: *Martinique – Colonialism – Vincent Placolý – Marxism – Seventies*

---

« Le plus important pour un intellectuel révolutionnaire est d'écrire ; le reste n'a pas plus d'importance que du maïs jeté aux poules. » était-il affiché sur la porte du local politique de Vincent Placolý. Né l'année de la Départementalisation dans la commune du Marin, il avait treize ans lors des émeutes de décembre 1959. Il part faire ses études à Louis Le Grand, puis poursuit son cursus à La Sorbonne. C'est là qu'il compose son premier roman: *La vie et la mort de Marcel Gonstran*, qu'il publie en 1971. Parallèlement, il devient très vite un militant de la Quatrième Internationale communiste. En 1971, il crée son groupe contestataire, le Groupe Révolution Socialiste (GRS) en Martinique, dont un certain nombre

de membres sont issus des manifestations qui se déroulèrent lors du procès de l'OJAM (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise).

Une des actions marquantes fut son engagement contre la fermeture d'une usine de cannes à sucre au Marin. En effet, ce secteur décroît en faveur de la culture bananière qui prend de l'ampleur. En parallèle, il crée l'Association pour la Liberté d'Expression à la Radio Télévisions (A.L.E.R.T.E.). Pendant quelques mois, il réussit même à lancer une radio-pirate sur les ondes martiniquaises, dénonçant le totalitarisme et l'apartheid menés par le gouvernement français à l'égard des Martiniquais. En plus de cela, il fonde *Tranchées*, le journal du GRS, qui sert à la fois de revue politique – fidèle aux revendications du groupe – et de revue littéraire dans laquelle Placoloy publie textes et études critiques. Tout au long de sa carrière, il se rangea aux côtés de la classe prolétaire face à une bourgeoisie qu'il considère colonialiste. Selon lui, les injustices économiques et sociales sont des conséquences directes du capitalisme sur un territoire marqué par le plus long crime contre l'humanité, l'esclavage.

C'est ainsi qu'il s'insurge contre Michel Renard, maire du Marigot en 1974, et contre sa gestion armée de sa commune et de ses citoyens. Cette année-là est riche d'événements pour la France plongée dans des élections présidentielles anticipées et une contestation forte des ouvriers agricoles en Martinique. C'est dans ce contexte que Vincent Placoloy et ses amis du GRS publient *Portrait d'un dictateur* en avril 1974, visant directement Michel Renard<sup>1</sup>. Il serait pourtant faux de croire que ce texte a été écrit sous le coup d'une impulsion. Il est vrai néanmoins qu'il exprime la colère de ses rédacteurs face à la gestion de l'économie martiniquaise par la bourgeoisie. S'il est resté dans les annales, c'est qu'il possède des qualités langagières puisque Frédéric Saenen pose les questions suivantes:

Dans une interview accordée au *Monde* le 10 septembre 1970, l'essayiste Jean-François Revel déclarait: "Le pamphlet est une argumentation serrée et une absence totale de ménagement." Est-ce à dire que le pamphlet relèverait avant tout du texte d'idée, qu'il ne serait qu'un essai sortant de la bienséance verbale? [...] Il propose une lecture (même partielle) du réel et est écrit en prose (même si la veine satirique est très présente en poésie.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> V. Placoloy, *Portrait d'un dictateur*, supplément à «Révolution Socialiste» édition du G.R.S., (1974), n. 44 avril repris dans «Tranchées» numéro hors-série spécial *Vincent Placoloy*, (1993) janvier.

<sup>2</sup> F. Saenen, *Dictionnaire du pamphlet*, éditions Infolio, 2010, collection Illico, p. 18-19.

D'après ces remarques préliminaires, pourquoi *Portrait d'un dictateur* s'inscrit-il dans la philosophie de la Quatrième Internationale ? Quelle empreinte historique a-t-il laissée ? Enfin, en quoi reflète-t-il les combats de son auteur ? Pour répondre à ces multiples questions, il conviendra dans un premier temps de rappeler succinctement l'Histoire de la Martinique depuis le régime de Vichy, afin de mieux saisir les combats de Vincent Placolý et le parcours de Michel Renard. C'est grâce à ces éléments que nous saisissons la portée du discours du pamphlet.

## 1. Le contexte

### a. Sous Vichy

Afin de mieux appréhender les concepts de Vincent Placolý, il paraît important de contextualiser l'évolution historique et sociale de la Martinique depuis le régime de Vichy, système répressif qui aura des conséquences jusque dans les années soixante-dix, décennie de *Portrait d'un dictateur*.

En 1940, la Martinique voit la suppression de son Conseil Général, au profit d'un Gouverneur aux pleins pouvoirs, que dénoncera la revue *Tropiques*<sup>3</sup>. Même les Conseils Municipaux sont dissous. Les villes sont dès lors gérées par des békés, propriétaires de plantations. Au-dessus d'eux est nommé l'Amiral Robert. Bras droit du président Pétain, il applique à la lettre le régime de Vichy. La radio devient le principal média de propagande dès 1941, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Le système éducatif est également revu, formant davantage d'élèves aux métiers manuels quand la scolarisation dans le secondaire diminue. Il est plus facile d'endoctriner une jeunesse ouvrière, peu cultivée, qu'une jeunesse intellectuelle. En parallèle, deux moyens sont employés pour réduire les protestations: tout d'abord, le régime sanitaire et social est avantageux ; des festivités sont organisées sur toute l'île.

Mais les Martiniquais ne s'en contentent pas. Aussi, pour assurer la paix, l'Amiral Robert met-il en place un régime policier sévère, s'appliquant à tous les opposants de la III<sup>e</sup> République. La colonie subit la même politique pétainiste qu'en métropole, provoquant un retour en arrière dans les rapports sociaux: un peu moins de cent ans après l'abolition de l'esclavage, les békés reprennent le pouvoir, et les « nègres » souffrent.

---

<sup>3</sup> A. Césaire, S. Césaire, R. Ménil, revue éditée d'avril 1941 à septembre 1945.

### b. La départementalisation<sup>4</sup>

Après la Seconde Guerre Mondiale, la loi du 19 février 1946 fait de quatre anciennes colonies des départements français: la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane française. Cette loi fut portée par Aimé Césaire, qui justifie en premier lieu le droit de ces territoires à être proclamés départements:

La Martinique et la Guadeloupe qui sont françaises depuis 1635, qui, depuis trois siècles, participent au destin de la métropole et qui, par une série d'étapes, n'ont cessé de s'inclure d'avantage dans la civilisation de la mère patrie, ont été le champ de toutes sortes d'expériences politiques, selon que la métropole passait de la monarchie à la république, de la république à l'empire, du césarisme au libéralisme.<sup>5</sup>

Néanmoins, lors de ce discours, Césaire ignorait qu'il ouvrait la boîte de Pandore en déclarant « qu'un règlement d'administration publique intervienne pour accorder aux préfets des nouveaux départements des pouvoirs un peu plus étendus que ceux qui leur sont consentis dans la France continentale, et ceci afin qu'ils puissent régler immédiatement certaines affaires qui sont de la compétence du gouvernement centrale »<sup>6</sup>. En effet, cette mesure fut inscrite dans les textes de loi de la départementalisation et appliquée sans ménagement<sup>7</sup>.

### c. L'affaire de l'OJAM

C'est alors qu'éclatent les émeutes de décembre 1959. Le 20 décembre, un automobiliste métropolitain renverse le scooter d'un Martiniquais. Mais si les deux hommes parviennent à régler leurs différends, les forces de l'ordre font du zèle, alertées par l'un de leurs confrères. Les attroupements se forment, opposant ainsi de jeunes Antillais face aux CRS. Plusieurs morts, dont celles de jeunes hommes, sont à déplorer.

Treize ans plus tard, le premier bilan de ce choix politique – émis lors du Conseil interministériel du 2 octobre 1961 - est sans appel: écarts de droits sociaux, notamment sur les allocations familiales, entre les Français de métropole et les

<sup>4</sup> S. Mary, E. Maurice, *Des « vieilles colonies » aux outre-mer: essai d'historiographie*, dans *Histoire@politique*, (2020) n°40, janvier-avril [en ligne: [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)].

<sup>5</sup> Aimé Césaire, 1re séance du 12 mars 1946, in A. Césaire, *Écrits politiques. Discours à l'Assemblée nationale, 1945-1983*, série dirigée par E. De Lépine et R. Hénane, Éditions Jean-Michel Place, Paris, 2013, p. 27.

<sup>6</sup> *Ivi*, p. 31.

<sup>7</sup> M. Giraud et alii, *La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours*, dans « Histoire des immigrations. Panorama régional » 2 (2009) [en ligne: <https://www.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2009-2-page-174.htm>].

Ultramarins ; écarts aussi face aux droits du travail ; existence que d'un seul régime général de Sécurité Sociale, sans distinction sectorielle. Dès lors, toutes les conditions sont réunies pour opposer fermement les partisans de la départementalisation et les autonomistes.

Depuis, les Antilles sont le théâtre d'une colère dont les jeunes s'emparent. Dès qu'ils reviennent de leurs études dans leurs îles natales pour les vacances, ils donnent à leurs compatriotes les mots qu'ils n'ont pas pour exprimer leurs mécontentements. Deux idéaux s'affrontent: le Conseil Général, qui accuse cette jeunesse à « fomenteur des troubles dans l'île, à la faveur desquels ils se seraient emparés du pouvoir par la violence et auraient proclamé l'indépendance de la Martinique » et le Front de Défense des Libertés Publiques (FDLP) qui regroupe le Parti Communiste Martiniquais (PCM), le PSU et des syndicats comme la CGT, l'UFM et l'UJCM.

Lors du procès des émeutiers, Aimé Césaire dira: « Dans notre génération, nous avons eu des réactions qui sont très semblables à celles auxquelles nous assistons à l'heure actuelle, et je crois que c'est la tâche de chaque génération de reconsidérer le problème et c'est un peu ce que ces jeunes gens ont fait... »<sup>8</sup> Au fil des ans, la lutte s'essouffle, leurs principaux représentants étant pris par des disputes internes ; seul le PCM parvient à se maintenir.

## 2. Le pamphlet *Portrait d'un dictateur*

Militant pour l'émancipation sociale et économique des Antilles, Vincent Placolty signe un pamphlet dans *Tranchées* en avril 1974: «Portrait d'un dictateur». Dans ce texte, il s'attaque à Michel Renard, maire du Marigot, commune du nord de la Martinique. Il accuse l'homme politique de violences armées, dont ses hommes de main se sont rendus coupables. Mais ce pamphlet a également pour qualité de contextualiser les conflits sociaux de l'année soixante-quatorze et d'affirmer la fidélité de l'auteur à la Quatrième Internationale.

Ce texte est marqué par un contexte d'élections présidentielles organisées rapidement, car la mort de Georges Pompidou fut imprévisible. Il est composé de trois parties, respectant ainsi l'art de la rhétorique: 1. Réalité de la terreur, 2. Le citoyen Renard, 3. Le pickpocket de l'histoire. Ce choix de composition révèle que le texte n'a pas été publié sur impulsion d'une émotion forte. Autrement dit, les auteurs

---

<sup>8</sup> E. de Lépine et R. Hénane, *Témoignage d'Aimé Césaire au procès de l'Ojam, audience du 29 novembre 1963 au tribunal correctionnel de la Seine*, in A. Césaire, *Écrits politiques, 1957-1971*, Éditions Jean-Michel Place, Paris, 2016, p. 198.

n'ont pas cédé au « *pathos* ». Au contraire: la construction argumentative est notable. Mais qui est Michel Renard ?

En 1947, alors qu'il est âgé de vingt-trois ans, Michel Renard est élu maire du Marigot sous les couleurs du Parti Communiste. Mais en 1958, il rejoint le parti gaulliste – qui deviendra le RPR - auquel il restera fidèle jusqu'au 7 avril 1991, date à laquelle il fonde son propre parti: « La Martinique avant tout ». Il quitte le monde politique en 1995, après avoir perdu les élections municipales face à Ange Lavenaire, candidat de gauche.

Dans le contexte départementaliste de la Martinique, ses premières amours politiques questionnent et posent problème. En effet, en 1978, il s'oppose à Aimé Césaire lors des élections législatives. Ses adversaires le surnomment même « le shérif » à cause de son caractère autoritaire. De son côté, Aimé Césaire avertit la population de ce qu'il nomme un processus de « nouvelle colonisation » lors de son discours électoral.<sup>9</sup> En réalité, derrière ces avertissements, Michel Renard est directement visé à cause de ses alliances jugées trop blanches, un homme politique dont « [la] peau ressemble à l'uniforme de la trahison »<sup>10</sup>. D'ailleurs, sa candidature est initiée par Paris pour affronter Aimé Césaire, autrement dit, l'Etat veut exercer son autorité face à un candidat estimé dangereux. Le chef du PPM remporte une nouvelle fois ces élections malgré l'assassinat d'un militant de Renard par l'un de ses partisans.

#### a. « Réalité de la terreur », ou le rappel des faits

L'introduction pourrait faire penser à un récit plutôt paisible, rappelant une fête à laquelle les Martiniquais sont fidèles, le Dimanche des Rameaux:

7 avril 1974. C'est le dimanche des Rameaux, le jour où, dans la mythologie chrétienne, le peuple se prépare à célébrer la mort et la résurrection de Jésus. Nous sommes dans l'après-midi, vers cinq heures, heure à laquelle la jeunesse va à ses rendez-vous, discuter de ses modes et écouter sa musique.

Ce paragraphe dessine si bien le tableau qu'il pourrait être l'incipit d'un récit. Celui-ci est ancré dans un rite chrétien, terme auquel l'auteur préfère « mythologie », qui pourrait surprendre par le détachement qu'ils suppose de

<sup>9</sup> Source: <https://www.facebook.com/BrutTrentkat/videos/2031946157050406/>.

<sup>10</sup> V. Placol, *Dessalines ou la passion de l'indépendance*, Ediciones Casa de Las Americas, La Habana, 1983, présente édition: l'Autre mer, 1994, acte I scène 4, p. 14.

Placolý. En réalité, il sert surtout à n'offenser aucune pratique, sachant que la Martinique est un territoire très pratiquant mais de branches chrétiennes différentes. L'accent est mis sur « la jeunesse » et ses occupations, comme image de l'avenir.

Toutefois, si la sortie de la messe et la joie des citoyens semblent créer une atmosphère de quiétude, la suite de la journée va révéler que ce ne fut pas le cas de tous. En effet, les quatre premiers paragraphes retracent quatre faits divers où quatre citoyens ont été victimes de crimes, dont deux à la date du 7 avril. S'ils sont relayés, c'est parce que Placolý a établi comme lien qu'ils habitent la même commune et qu'ils ont manifesté une opposition – aussi infime soit-elle – au maire Michel Renard: « Le matin du même jour, [le jeune André Pérault] avait participé dans les rues du Marigot, aux côtés du GRS et du PS à la distribution d'un tract dénonçant les méthodes et les méfaits de Michel Renard, maire de la commune. » Cette phrase pose pour la première fois le nom d'un coupable: Michel Renard. Outre un mécontentement à l'égard de l'élu, les auteurs remarquent que la méthode employée est similaire dans les quatre cas: « Le scénario ne change pas. A cinq contre un, (ce qui montre le courage des collaborateurs de Michel Renard) l'opposant ou supposé tel est assailli à n'importe quelle heure de la journée... ». Le substantif « collaborateurs » réveille des peurs nées du *trauma* de la Deuxième Guerre mondiale ; mais les auteurs persistent et signent en accusant Renard d'appliquer ce qu'il nomme la « gorillocratie ». Ce néologisme est formé du radical « gorille » auquel s'ajoute le suffixe « cratie », signifiant « pouvoir ». Dans son sens littéral, un état mené par un gorille, l'image révèle l'animalité du maire, dont les actions sont jugées autoritaristes par les auteurs du pamphlet. Mais, selon nous, il désigne également les hommes de main de Renard, qui font preuve de violence envers leurs concitoyens: « le pistolet et le fusil sont les armes du dernier recours » souligne Placolý. La métaphore du singe est d'autant plus forte que ces hommes portent une tenue similaire à celle des militaires: « leurs lunettes noires et leur uniforme kaki ». L'image est superposée à celle des forces de l'ordre haïtiennes, qui agissent de même que les hommes de Renard en toute légalité. Cette comparaison se lit comme un avertissement face au danger.

Toutefois, Vincent Placolý et ses camarades nuancent le propos en expliquant que, si de telles alliances sont possibles, la misère en est responsable: « Bandits du ventre et de la faim, du crédit et du mandat de fin de mois », est-il écrit. Dans cette phrase, « bandits » se comprend davantage comme « victimes », d'autant que, fidèles à la Quatrième Internationale, les auteurs font remarquer que ces personnes n'ont aucune formation politique ni syndicale – autrement dit peu d'éducation. Ils rappellent également que la politique du maire s'inscrit dans la lignée de la société

colonialiste, encore persistante, et avec laquelle Renard a noué des relations: « D'extraction paysanne et mulâtre, son horizon ne s'étend pas plus loin que les terres à békés<sup>11</sup>. Ce sont les domaines de l'exploitation prolétarienne sans fard, de l'illégalité présomptueuse et de la violence brutale. » Placol y fait ici référence aux luttes du début de l'année soixante-quatorze. En effet, en janvier 1974, une grève ouvrière agricole éclate. La sécheresse a causé 40% de perte en 1973, et les prix sur les produits importés ont considérablement augmenté à cause d'une augmentation du pétrole. Malgré un premier mouvement social dans le nord de la Martinique, les négociations demeurent au point mort pendant trois semaines. Afin de se faire entendre, un mouvement général des ouvriers agricoles se met en place, le point culminant étant la manifestation prévue à l'habitation Chalvet de Basse-pointe le 14 février de la même année. Le préfet ayant été averti, il mobilise pas moins de deux cents gendarmes pour protéger l'habitation et ses occupants. Les manifestants se retrouvent face à des forces de l'ordre armées, qui n'hésitent pas à tirer à balle réelle. Suite à ces violences, un accord est signé entre les békés et les ouvriers agricoles le 19 février 1974, qui ont gagné une augmentation journalière de salaire.

Face au chômage, à la misère prolétaire, les municipalités martiniquaises deviennent les premiers employeurs. Mais cela suppose des employés une fidélité presque féodale à l'élu: « Son but ; la mainmise totale sur la volonté de ses administrés. Sa méthode: embrigader une partie non négligeable de la population rurale au moyen de sa dictature ; et ce, sous la direction d'un petit noyau de durs et d'inconditionnels ».

Néanmoins, si cette pratique est courante, Renard a commis un délit de trop: il a envoyé ses hommes contre les militants du PS et du GRS: « Seulement, jusqu'à aujourd'hui, c'est Renard qui a jamais lancé ses hommes de main contre une distribution de tracts GRS dans sa commune ; c'est lui qui a jamais jusqu'ici agressé physiquement nos militants. » L'anaphore « qui a jamais » souligne le caractère grave des actions de Renard ; le subjonctif démontre la volonté de nuire. Action malvenue après les morts de l'insurrection à l'habitation Chalvet. Il s'agit en réalité d'une des raisons d'être du pamphlet: « L'aspect circonstanciel de la rédaction du pamphlet est un critère important. La nécessité de rédiger un pamphlet s'avère irrépensible au moment d'une crise ressentie par son auteur, qu'elle soit civilisationnelle, sociale ou personnelle»<sup>12</sup>. La fin de cette partie suit la tradition oratoire, car elle rappelle tout d'abord le jour où les militants du GRS et du PS ont

---

<sup>11</sup> Béké: propriétaire terrien qui a construit sa fortune sur l'esclavage.

<sup>12</sup> Saenen, *Dictionnaire du pamphlet* cit., p. 26.

été agressés, avant de conclure sur deux questions rhétoriques totales, sur lesquelles les auteurs insistent par la répétition du « Oui, ils l'étaient. » « Que les hommes de Renard étaient armés ? Oui, ils l'étaient. Qu'ils fussent décidés à plonger le Marigot dans le feu et le sang ? Oui, ils l'étaient. » Ces questions semblent anticiper un interrogatoire judiciaire auquel les membres du GRS s'attendent sans doute suite à cette publication. Néanmoins, la conclusion « Première défaite de Renard » rappelle à la fois que ces crimes ont des témoins, dont les auteurs se portent garants en cas de procédure.

La première partie présente donc deux intérêts. Le premier est historique: elle rappelle les faits à l'habitation Chalvet, elle évoque André Alier – communiste assassiné en 1934 à cause de ses luttes ouvrières – et donc contextualise le pamphlet. Le deuxième intérêt est politique: sous le masque des justifications se dévoile l'idéologie de la Quatrième Internationale, en faveur du prolétariat et défenderesse des libertés, notamment d'expression et d'action.

b. « Le citoyen Renard », un portrait politique du nord de la Martinique

Si la première partie cherchait des raisons sociales aux crimes reprochés aux acolytes de Michel Renard, la deuxième partie est plus axée sur l'histoire politique menée depuis vingt-cinq ans – « un quart de siècle » – en Martinique. En préambule à notre analyse, nous proposons de souligner le caractère ironique du titre donné à cette partie. En effet, si « Renard » est le patronyme du maire du Marigot, on peut également l'entendre comme le substantif, ce qui mettrait en perspective le caractère rusé – par conséquent, malintentionné – du personnage. Les auteurs décrivent Renard ainsi en affirmant qu'il « est d'abord l'homme des békés ».

L'« *ethos* » est convoqué dès le premier paragraphe, par une question sur les vertus de Renard: « Quel intérêt y aurait-il là à retracer la vie d'un homme qui, né des campagnes d'un bourg d'à peine 2000 habitants, prétend aujourd'hui, au-dessus des lois, mener sa commune par la terreur ? » S'ensuit une série de négations mettant les auteurs en scène par deux procédés: l'emploi du pronom « nous » comme base anaphorique de « nous ne sommes pas »: « Nous ne sommes pas des neuropsychiatres. Nous ne sommes pas non plus des experts en criminologie. » Il s'agit à la fois de démontrer la portée politique – et non scientifique – de ce texte, et d'alerter le public sur ce qu'ils nomment « un phénomène dangereux ». Ce groupe nominal interpelle car il déshumanise Renard et transforme un fait momentané en vérité générale. Le GRS devient justicier à la place de la justice elle-même: « Mais la justice actuelle, ne s'est-elle pas trop longtemps accommodée des silences de la vérité,

ainsi que du bruit des armes de la terreur ? » Cette question rhétorique est justifiée par un exemple qui devient un *exemplum*: suite aux blessures de deux des hommes du maire occasionnées par une femme et son fils attaqués chez eux, la dame en question voit sa maison détruite par Renard et ses hommes: « Wilfrid Raymonde, 35 ans, ouvrière agricole, vit seule au quartier Plate-Forme. A un moment donné de l'après-midi, une bande d'individus, hommes de main manifestes et zélés de Renard, viennent jusque devant sa maison, la provoquer, l'injurier, lui promettant une mort aussi certaine qu'atroce.»

La narration de ce fait divers met en lumière la responsabilité de l'Etat français qui, selon les auteurs, maintient une forme de colonisation par « la permanence du pouvoir économique des békés par-delà l'assimilation départementale, l'espèce de monopole établi par le gaullisme sur la vie économique, politique et sociale aussi bien qu'intellectuelle ». Cela est rendu possible par la misère dans laquelle se trouvent les citoyens du Marigot, comme tous ceux du nord de l'île, résultat de « seize ans de gaullisme » dont les représentants auraient orchestré une chasse aux sorcières des citoyens syndicalistes qui effraient. En résumé, l'Etat français serait maccarthyste à tort: « Ils ont conçu l'organisation syndicale, la liberté d'expression politique, l'éducation, le progrès, comme des éléments dangereux, importés du « communisme international ». Le « Ils » désigne « un certain nombre d'individus, vétérans plus vindicatifs et plus vénaux que les autres, [qui ont assis] leurs ambitions sur un poste de maire, de sénateur, ou de député UDR. » La dernière catégorie concerne directement Michel Renard, candidat UDR en Martinique. Cette deuxième partie propose une conclusion dans laquelle Michel Renard est catégorisé comme faisant partie des

êtres manifestement prédestinés à la violence autoritaire et aveugle. Courageux quand la force est de leur côté, ils sont les instruments des forces obscures de l'histoire. Acteurs inconscients et malades des tragédies du colonialisme, ils agissent comme s'ils avaient vengeance à prendre sur l'univers. Alors, ils règnent en despotes sur les plus faibles [ ...]. Et ils se servent du nègre, de la classe opprimée comme de forces brutes.

D'un cas particulier, le dernier paragraphe devient vérité générale, qui nous invite à réfléchir aux conditions qui font les despotes, dans des territoires affaiblis par une misère – à double sens - historique.

### c. *Le pickpocket de l'histoire*, un appel à la résistance

L'introduction de la dernière partie est écrite par des tournures impersonnelles – « Cela doit cesser », « il faut » - qui donnent des injonctions. On se demande alors

qui est destinataire de ces injonctions: Michel Renard? L'Etat? Les citoyens martiniquais? Nous répondrons qu'il s'agit des trois à la fois: «Le pamphlétaire serait [...] une sorte de dogmatique, un écrivain qui attaque ou défend une cause, mais toujours au nom d'une autre cause, d'une idée générale ou de principes qu'il croit bien assurés, et surtout quand il s'en prend à des personnes»<sup>13</sup>. Cette observation nous permet de mieux distinguer les personnes visées: les destinataires sont Michel Renard et, par extension, l'Etat; le but recherché est de faire adhérer les Martiniquais à la cause que le GRS défend dans cet article et en général sous peine que «les masses populaires déjà victimes des exactions du capital [ne subissent] davantage encore les brimades et l'arbitraire de politiciens à la cervelle d'oiseaux». Deux images chères aux révolutionnaires sont convoquées: la nuit, l'espace des possibles et des résistances: «Au-delà d'une victoire de Renard, c'est un peu la nuit qui commence. Et devant cette nuit, il faut que nous dressions un rempart». Ce n'est pas sans rappeler les barricades de Paris en Juillet 1848, dressées par un mouvement d'étudiants et suivi par la classe ouvrière. Or, ces «remparts» garantissent la défense des libertés d'expression et d'opinion: «Pouvoir distribuer un tract, avoir le droit de prendre la parole, être en mesure d'exprimer librement les idées que l'on croit justes pour l'avenir de son pays, c'est cela qu'il faut sauvegarder à tout prix».

Les responsables de cette situation sont encore une fois pointés du doigt: «la bourgeoisie colonialiste», opposée au «nous» désignant «la masse populaire». La mémoire de Léon Trotski est convoquée: «L'histoire, écrivait Léon Trotski, n'a trouvé d'autres manières d'avancer que d'opposer à la violence réactionnaire de la classe bourgeoise, la violence révolutionnaire de la classe progressiste. C'est que face aux attaques de la bourgeoisie, nous n'avons d'autres choix que la riposte de masse». Si le pronom entend rassembler ici l'ensemble des citoyens, il ne désigne que les partisans du PS et du GRS dans l'affirmation des actions futures: «nous continuerons à la mesure de nos convictions», moyen détourné pour appeler au rassemblement. D'autres formules sont employées pour convaincre les lecteurs de se joindre au combat: «Une telle riposte doit être organisée. Cela signifie d'abord qu'elle fixe clairement les objectifs de son action, ensuite qu'elle soit prise en charge conjointement par les forces démocratiques, le courant révolutionnaire et les masses du Marigot». La lutte est personnalisée par le pronom «elle», sujet actif du verbe «fixe», mais passif du verbe «soit prise»: le complément d'agent «par les forces démocratiques, le courant révolutionnaire et les masses du Marigot» suppose que ces forces-ci sont opposées à Michel Renard, qualifié dans le même article de

---

<sup>13</sup> *Ivi*, p. 22.

« despote ». Le GRS prétend ici représenter les trois groupes énumérés, et devient garant des libertés: «C'est en ce sens que nos militants d'abord et les autres doivent comprendre le sens de la lutte entreprise contre la municipalité du Marigot».

Pour renforcer l'adhésion, les auteurs contredisent l'«*ethos*» du maire en faisant appel aux émotions des lecteurs; tout d'abord, par un nouvel écho au premier paragraphe dans lequel la religion et la jeunesse étaient évoquées: «l'argumentation consiste exclusivement à faire appel à la conscience des mères de famille contre les démons et les semeurs de désordre, les dérangeurs de la tranquillité publique»; puis dans une formulation pathétique: «Mais qu'elle est donc cette morale élevée sur l'exploitation éhontée des ouvriers agricoles et des ouvriers de la commune, sur le pouvoir absolu des békés et le pouvoir qu'ils ont de lancer aux trouses de leurs gens les garde-mobiles assassins [...] sinon la morale bourgeoise, celle de la propriété privée des moyens de production et du rachat à vil prix de l'énergie physique et morale de la classe ouvrière?».

Par cette question, le pamphlet est bien ancré dans les événements récents de février 1974, dont l'État français est jugé coupable et responsable de la gestion politique de la Martinique par des hommes comme Renard. Il donne une vision claire de l'époque ou, pour citer Saenen, «une lecture du réel»<sup>14</sup>: les rappels de l'Histoire de la Martinique montrent que les combats pour l'égalité des droits entre les citoyens de la France hexagonale et ceux des Antilles résonnent encore. En effet, le pamphlet *Portrait d'un dictateur* prône les luttes sociales face à une bourgeoisie armée et étatique, qui peut encore être source d'inspiration pour les Antilles.

---

<sup>14</sup> *Ivi*, p. 19.